



Portland : une ville américaine contre les multinationales

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2017

[Observatoire des multinationales](#) 25 avril

2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#),

[Transnationales](#)

Considérée comme la capitale de l'Amérique « bobo », la ville de Portland, sur la côte Ouest, a multiplié les initiatives politiques ciblant les multinationales. Après avoir imposé une surtaxe sur les firmes trop inégalitaires sur le plan salarial, la municipalité vient de décider de se désinvestir totalement de toutes les grandes entreprises.

On savait que certaines collectivités locales, sous l'aiguillon de campagnes citoyennes, pouvaient être amenées à prendre position contre des entreprises, à cesser leurs relations commerciales avec elles, à les boycotter, ou à s'en désinvestir financièrement. C'est ainsi que récemment la ville de Paris a décidé de ne plus se procurer le sable de l'opération « Paris Plage » auprès de Lafarge. Une décision motivée par les activités douteuses de cette dernière dans le cadre de la guerre civile syrienne et par son souhait affirmé de participer à la construction du mur anti-migrants voulu par Donald Trump à la frontière États-Unis-Mexique (lire [notre article](#)). La municipalité de Portland, aux États-Unis, vient de passer à l'étape supérieure, en décidant de se désinvestir purement et simplement de toutes les multinationales, quelles qu'elles soient.



Selon le récit du [média américain TruthOut](#), cette mesure est le résultat d'une lutte de longue haleine menée par la société civile locale. Portland s'était déjà positionnée contre les énergies fossiles en se désinvestissant des entreprises pétrolières et charbonnières et en interdisant toute nouvelle infrastructure liée aux énergies fossiles sur son territoire. (Plusieurs terminaux d'exportation de charbon ou de gaz sont projetés sur la côte Ouest des États-Unis.) Récemment, la municipalité a décidé de couper ses liens financiers avec une banque locale finançant le Dakota Access Pipeline, cet oléoduc emblématique combattu par les Sioux (lire [notre article](#)). Elle était pressée par les militants d'en faire de même pour des firmes comme Wells Fargo ou Caterpillar, impliquées dans l'industrie des prisons privées ou dans les colonies israéliennes illégales en Palestine. Finalement, le conseil municipal de Portland a décidé, plutôt que de devoir mettre à jour sa liste chaque année, de renoncer totalement à ses investissements dans des multinationales quelles qu'elles soient. Ceci malgré les réticences du maire et du trésorier de la ville, qui craignaient la perte de revenu que ce désinvestissement risque d'entraîner.

Portland détient un portefeuille d'investissement de 1,7 milliard de dollars en titres et obligations. Elle laissera ses obligations actuelles dans des multinationales arriver à expiration et ne les renouvellera pas. L'argent de la ville sera investi dans d'autres types d'obligations. Portland envisage aussi de créer une banque municipale pour contribuer au financement de l'économie locale, au lieu de passer par des investissements financiers dans

des multinationales.

Contre les rémunérations patronales excessives et les inégalités salariales

Cette initiative inédite n'est pas une première pour Portland. En décembre 2016, la municipalité avait déjà passé une ordonnance visant à surtaxer les entreprises qui présenteraient de trop fortes inégalités salariales. Concrètement, les firmes dont les dirigeants gagnent plus de 100 fois le salaire médian de leurs employés verront leur impôt sur les sociétés augmenter en conséquence. Selon le média américain [Yes ! Magazine](#), la ville attend de cette mesure entre 2,5 et 3,5 millions de dollars de recettes fiscales supplémentaires, qui seront affectées en priorité aux programmes d'aide aux sans-abri.

La proportion de 100 fois le salaire médian peut déjà sembler très élevée, mais selon l'Institute for Policy Studies, un think tank progressiste qui fait campagne pour l'adoption de cette mesure à Portland et ailleurs [1], pas moins de 500 multinationales américaines présentes localement, parmi lesquelles Chevron, Nike, McDonald's ou Microsoft, sont potentiellement concernées. 90% des recettes attendues proviendraient de ces grandes multinationales. En 2014, l'écart moyen aux États-Unis entre la rémunération du PDG et le salaire médian était de 300, contre seulement 20 dans les années 1960.

Olivier Petitjean

—
Photo : Maciek Lulko CC

[1] Voir [ici](#) la page consacrée à cette campagne avec l'ensemble des documents pertinents.

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales](#)
Copyright © [Olivier Petitjean](#), [Observatoire des multinationales](#), 2017

Articles Par : **[Olivier
Petitjean](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

